

# 24 PAPERS IEMed.

série en partenariat avec EuroMeSCO



## Les transformations géopolitiques dans la région MENA : Les dynamiques structurantes

Fouad M. Ammor

# IEMed.

Institut européen de la Méditerranée

Consortium formé par :



MINISTERIO DE  
ASUNTOS EXTERIORES  
Y DE COOPERACION



Generalitat de Catalunya

Ajuntament  de Barcelona

Président exécutif :

Senén Florensa

Haut Comité :

Entreprises sponsors

Fundació Abertis  
Banc Sabadell  
Caixa Bank  
Iberia  
Manubens  
OHL  
Port de Barcelona  
Port de Tarragona  
Repsol

Institutions partenaires

Cambrà de Comerç de Barcelona  
ESADE  
Foment de Treball Nacional  
IESE Business School  
Pimec  
Amics de País

PapersIEMed.

Édition et coordination : Institut européen de la Méditerranée

Correction : Marie-Agnès Minard

Mise en page : Núria Esparza

ISSN : 1888-5357

Dépôt légal : B-27445-2011

Juillet 2015

Lors de la Conférence annuelle d'EuroMeSCo « Une diversité croissante dans la région euro-méditerranéenne ? » tenue à Tarragone les 2 et 3 octobre 2014, d'éminents analystes ont présenté les résultats de leurs recherches sur les nouvelles dynamiques dans la région suite aux révoltes arabes. Trois grands thèmes ont été traités : les scénarios de la consolidation et de la réforme démocratique, les modèles de fragmentation nationale et de la confrontation, ainsi que les facteurs à l'origine des réformes mineures et les perspectives à long terme pour le maintien du statu quo. La présente série d'EuroMeSCo Papers recueille les articles de recherche présentés lors de la Conférence annuelle du réseau EuroMeSCo 2014, revus et révisés ultérieurement.



MINISTERIO DE  
ASUNTOS EXTERIORES  
Y DE COOPERACION



EUROMED

La publication a été produite avec l'assistance de l'Agence espagnole pour la coopération internationale au développement (AECID). Le contenu de la publication relève de la seule responsabilité de l'auteur et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de l'AECID ni de l'IEMed.

## SOMMAIRE

---

# Les transformations géopolitiques dans la région MENA : Les dynamiques structurantes

*Fouad M. Ammor* \*

<b>INTRODUCTION</b>	<b>7</b>
<b>I/ LA RICHESSE PÉTROLIÈRE DE LA RÉGION MENA : MALÉDICTION PLUS QUE BÉNÉDICTION</b>	<b>11</b>
<b>II/ RÔLE D'ISRAËL DANS L'ESPACE EURO-MÉDITERRANÉEN</b>	<b>17</b>
Position européenne à l'égard d'Israël	22
Position américaine à l'égard d'Israël dans le Moyen-Orient	23
Position des Arabes à l'égard du rôle d'Israël : d'une position radicale à une reconnaissance implicite	24
<b>III/ MODERNISATION : LA DOUBLE CRITIQUE</b>	<b>27</b>
<b>IV/ LA SÉCURITÉ HUMAINE À LA LUMIÈRE DU PRÉSENT ARABE : POUR UN NOUVEL HUMANISME</b>	<b>31</b>
De la sécurité humaine à la réalisation humaine : rappel	31
La réalisation humaine	33
Au centre de la réalisation humaine : il y a une certaine idée de l'humanisme	33
L'humanisme du présent arabe : quelques principes directeurs de l'action	34
<b>EN GUISE DE CONCLUSION</b>	<b>37</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE</b>	<b>43</b>

---

\* Chercheur et membre du comité exécutif du Groupement d'Etudes et de Recherche sur la Méditerranée (GERM)

## Introduction

---

Depuis 2011, dans la quasi-totalité des pays arabes, les protestations de masse mettant fin à l'idée tant répandue de l'exceptionnalisme arabe<sup>1</sup> se sont soldées, à la surprise de tous, par la chute de 4 dictateurs (Tunisie, Égypte, Libye et Yémen) et par la précipitation des réformes politiques dans bon nombre de pays de la région. Ces changements, dans leur réalisation précipitée et improvisée, sans véritable programme ni stratégie, n'ont pas abouti à de réelles transformations des régimes en place. Pis encore, dans certains cas, on a assisté à l'exaspération de luttes intestines, l'apparition d'entités inédites (« État » Islamique) et à de véritables implosions (Libye<sup>2</sup>, Syrie).

Le « printemps arabe<sup>3</sup> » en tant que nouveau mouvement social, déborde les « conflits de classes » à proprement parler. Ce qui est visé par les nouveaux acteurs du printemps arabe est moins la prise de pouvoir qu'une autre vision « du politique et des rapports de pouvoirs<sup>4</sup> ». Les revendications se situent davantage sur le terrain de la vie quotidienne et de la culture, de l'identité, ce qui explique parfaitement le caractère diffus et fragmentaire de ce mouvement et de ses revendications<sup>5</sup>.

Une importante déception n'a cessé de gagner de larges pans de population qui ont vu le « printemps » se muer en un « hiver » insupportable. Ce qui amène certains à douter de la genèse de cette dynamique (interne/externe) qui a secoué comme un « tsunami » une bonne partie du monde arabe.

Un regard rapide sur la région MENA, révèle un paysage désolant : une force islamiste nouvelle, semant la terreur, appelée abusivement « État » islamique phagocytant à une rapidité déconcertante des espaces de plus en plus larges d'Irak et de Syrie avec une capacité de mobilisation foudroyante, un Irak, théâtre d'une lutte intestine entre les 3 factions politiques (Shia, Sunna, Kurde), une Syrie en proie à une guerre civile dont on ne voit pas l'issue et dont les acteurs externes se montrent très divisés, une Égypte où les militaires sont revenus au levier de commande, un jeu d'influence entre les puissances régionales (Iran, Arabie Saoudite, Qatar, Turquie), Israël qui continue d'élargir sa colonisation dans les territoires occupés et qui livre une guerre asymétrique à l'égard d'une population palestinienne entassée dans un camp de concentration à ciel ouvert<sup>6</sup>,

1 L'exceptionnalisme arabe se réfère à cette idée assez répandue dans un grand nombre de think tanks occidentaux (surtout) anglo-saxons selon laquelle, la société civile dans les pays arabes est non seulement amorphe, mais pèse peu dans les affaires publiques. Aussi, dans nombre d'écrits américains, on avait l'habitude de parler de l' « Arab street » au lieu d'opinions et de positions politiques émanant de mouvements et de tendances réfléchis.

2 Khader, Bishara. (mars 2012). La Libye : Histoire d'une révolution ratée 1969-2011. In *Revue Marocaine des Sciences Politiques et Sociales. Volume IV*.

3 « Printemps arabe », expression journalistique par excellence, pêche par un optimisme excessif. En fait, avec le recul, il s'avère que ce fut un mouvement social d'envergure, aboutissement de circonstances particulières, à l'instar de tous les mouvements sociaux de l'histoire.

4 Hanel, Pierre. (1993). Contrôle ou changement social à l'heure du partenariat. In Sociologie. Département de sociologie. Université de Montréal : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

5 Ammor, Fouad M. (janvier 2012). Good Democratic governance in the Mediterranean. In *Change and Opportunities in the Emerging Mediterranean*. Malte : Stephen Calleya et Monika Wohlfeld. MEDAC.

6 Le rapport américain sur le terrorisme dans le monde en 2014, publié par le département d'État, adresse de sévères critiques à l'égard d'Israël et la guerre menée à Gaza pendant 50 jours avec ses 5 200 raids aériens et son bilan de près de 2 300 morts, dont 2 205 Palestiniens et 74 Israéliens.

une Europe obnubilée par le cas ukrainien et des États-Unis, velléitaires d'une hégémonie tous azimuts, pesant de tout leur poids dans cette région.

En effet, depuis, le début du XXI<sup>e</sup> siècle, la Méditerranée connaît, à rebours, une accélération de son histoire et ce, à la fois sur le plan de ses composantes identitaires, de ses espoirs dans sa cohésion sociale et régionale, de ses modèles de développement, et de son poids sur l'échiquier international. Le paradoxe est que la région MENA vit une sorte de schizophrénie, un passé glorieux et rayonnant et une réalité prégnante maussade et déprimante.

L'approche adoptée dans cet essai se veut multidimensionnelle, faisant appel à la fois a) à l'histoire récente de la région euro-méditerranéenne, b) aux enjeux géostratégiques où il n'est pas toujours facile de trancher entre les intérêts et les principes ; entre le discursif et l'action, c) au retour aux faits, dans leur configuration à la fois descriptive et analytique, d) à une quête du maximum d'objectivité subjectivement possible<sup>7</sup>.

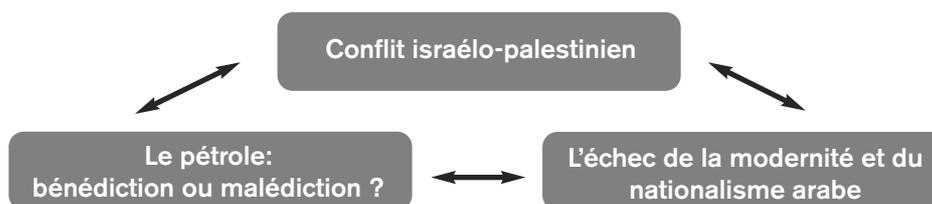
Il s'agira, en fait, d'aller au-delà de l'analyse au jour le jour des événements que connaît la région et de tenter d'en saisir ce que nous appellerons « *les dynamiques structurantes* ainsi que les causes qui en sont à l'origine<sup>8</sup> ». Sur le plan méthodologique, et au-delà d'une description aussi minutieuse que possible des faits, il y a à relever trois principaux déterminants, explicatifs, en dernier ressort, de l'état de léthargie sinon d'explosion manifeste et latente que vit la région MENA, à savoir : a/ la manne pétrolière, qui, à la fois, génère des revenus colossaux, destinés en grande partie à l'achat d'armes, et profite peu aux populations « bénéficiaires », faisant de cette région le théâtre d'intérêt particulier soutenu par des acteurs externes ; b/ L'échec des processus de modernisation dans les pays de la région a obligé une bonne partie de la population, et même de l'intelligentsia locale, à des replis identitaires, plus ou moins radicaux ; enfin c/ Le tout sur le fond d'un conflit dont l'usage politique va de l'instrumentalisation à des réalités têtues (la guerre inégale entre Israël et Palestiniens).

La fragmentation et la confrontation dans cette région sur un fond de rivalités politiques et d'actes de violence, ne peuvent être saisies dans toute leur ampleur, sans la prise en considération de ces trois composantes qui souvent se chevauchent, se superposent, s'entrecroisent, se neutralisent, au gré des enjeux et des rapports de force entre les acteurs externes et entre les velléités des forces locales et régionales en présence.

<sup>7</sup> Lucien Goldmann, grand philosophe français dans son ouvrage *Epistémologie et philosophie politique*, avance que le chercheur en sciences sociales ne peut adopter que le « maximum d'objectivité subjectivement possible ».

C'est là « l'effort pour connaître et faire connaître aux autres ses valorisations en les indiquant explicitement, effort qui aidera à atteindre le maximum d'objectivité subjectivement accessible au moment où on écrit »

<sup>8</sup> Pioppi, Daniela, Tocci, Nathalie et Karam Karam. (Octobre 2006). Politiques intérieures et conflit dans le cas d'Israël, de la Palestine et du Liban. In *EuroMeSCO Paper* (n° 53, p. 6).



Pour les besoins de la démonstration, nous allons passer en revue ces trois processus/paramètres avant d'aborder leur croisement révélateur. Nous terminerons par militer en faveur d'un retour à un humanisme à même de prendre à bras le corps le malaise dans lequel s'empêtrent les ressortissants de cette région.

**I/ La richesse pétrolière de la région MENA :  
malédiction plus que bénédiction**

---

Jusqu'au début des années soixante-dix du siècle dernier, l'économie mondiale a vécu sur les bienfaits d'un pétrole bon marché. Le pétrole a façonné l'histoire du vingtième siècle. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le pétrole devient la principale source énergétique à l'échelle planétaire. Au sortir de ce conflit, les pays développés se sont rendu compte de leur forte dépendance à l'égard cette source d'énergie dont les principales réserves prouvées se trouvent dans les pays du Sud et plus particulièrement du Moyen-Orient.

Ce fait a, fortement, impacté les relations internationales et a attisé les velléités des pays développés à l'égard des régions productrices de pétrole. Celui-ci devient à la fois source de richesse, de conflits, de convoitise et même de misères.

L'industrie pétrolière met en musique au moins trois principaux acteurs à pouvoir de négociation inégal : les pays producteurs de pétrole, les sociétés pétrolières transnationales et les pays consommateurs. Rares sont les moments où les intérêts de ces trois acteurs sont convergents. Les conflits d'intérêts se jouent souvent d'abord, au niveau économique et financier avant de virer vers des considérations idéologiques, (libéralisation, privatisation, étatisation, déréglementation<sup>9</sup>) et ensuite vers des bras de fer plus directs et plus menaçants.

Le nationalisme arabe fut toujours vu par les forces extérieures comme « danger mortel » pour leur approvisionnement en pétrole. Dans l'après-guerre froide, l'islamisme détrône le nationalisme comme nouvel ennemi contre lequel il faudrait se mobiliser<sup>10</sup>.

À certains moments particuliers, le conflit d'intérêts entre les pays développés eux-mêmes augure certaines initiatives bénéfiques aux pays producteurs de pétrole. Le cas le plus illustratif fut celui de la crise pétrolière des années 1973-74, où les pays pétroliers du Moyen-Orient, de connivence avec les USA<sup>11</sup> dont le leadership se trouvait menacé par les économies européennes au sortir de la période d'après-guerre<sup>12</sup> décidèrent de relever le prix de leur pétrole sur le marché international<sup>13</sup>.

Du lendemain de la seconde guerre mondiale jusqu'au début des années soixante-dix, l'économie mondiale s'est bâtie sur cette manne bon marché. Les rares tentatives pour modifier la maîtrise de l'évolution et de la stabilité de cette source d'énergie furent traitées avec vigueur<sup>14</sup>.

9 Les principaux acteurs en sont : la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, le G8 et l'OMC.

10 Rouleau, Eric. (décembre 1992) in *le Monde diplomatique* : <http://www.monde-diplomatique.fr/1992/12/ROULEAU/44875>

11 Il y a lieu de rappeler, à propos de la sécurité d'approvisionnement des États-Unis et du monde industrialisé, l'Accord de Quincy conclu entre le président américain Franklin D. Roosevelt et le Roi Abdelaziz Al-Saoud en février 1945 qui met en parallèle l'approvisionnement, la production et la fixation des prix, d'une part, et la sécurité de l'Arabie Saoudite, d'autre part.

12 À l'époque, les économies européennes furent dépendantes quant à leur approvisionnement en hydrocarbure à hauteur de plus de 80 %, par contre la dépendance des États-Unis d'Amérique des hydrocarbures externes ne dépassait pas 14 % (sans la prise en compte de leurs réserves stratégiques).

13 Ammor, Fouad, M. (1988). *Le Maroc dans l'économie mondiale*, Casablanca : Editions Tobqal.

14 Le renversement du premier ministre iranien Mossadegh en août 1953 est une belle illustration de la position américaine à l'égard de la velléité iranienne de maîtriser ses ressources hydrocarbures.

Le pétrole et la rente pétrolière ont pendant longtemps été vus comme une manne « céleste » et une bénédiction de Dieu. Cependant, « l'on commence juste à percevoir le rôle dévastateur qu'a joué la rente pétrolière dans la plupart des systèmes économiques de la région<sup>15</sup> ». À cause de la rente pétrolière, des dysfonctionnements économiques sont induits dans cette région. Elle altère fondamentalement, à de rares exceptions près, la relation entre les sphères politique et économique.

En effet, « l'État rentier », dans la mesure où il dispose d'importants revenus budgétaires ne sent pas l'obligation de mettre en place des réformes économiques et surtout un véritable système fiscal à même d'entraîner le recours au compromis avec les différentes couches sociales. Cet État n'a rien à demander à ces dernières dans la mesure où il jouit d'une certaine autonomie à leur égard. Mieux encore, il est capable de redistribuer une partie de cette rente afin de réduire les revendications sociale et politique (Algérie, lors du printemps arabe en 2012 où on a parlé de « redistribution politique »). Parallèlement, se développe un certain clientélisme où la logique politique prend le dessus sur l'économique.

Cette situation rend difficile la mise en place d'une véritable politique économique basée sur une révision du système fiscal et bancaire. La forte dépendance des pays pétroliers de la région de leurs exportations entraîne régulièrement, en vertu des fluctuations du marché pétrolier international, une instabilité macro-économique. Le développement d'une véritable classe d'entrepreneurs nationale a du mal à émerger tant l'économie est protégée, et tant les rentes de situation sont courantes. Parallèlement au développement des modes de consommation en porte-à-faux par rapport aux réalités locales, il y a une course effrénée derrière des technologies importées. Pis encore, ce mode de développement « rentier » est incapable de créer un nombre d'emplois en concordance avec la progression démographique de ces pays et sa population active. D'où souvent des frustrations d'une jeunesse en quête d'emplois difficilement maîtrisables par les pouvoirs publics.

Par rapport aux réformes entreprises de par le monde, la région MENA se trouve loin derrière les autres contrées. Le plus grand retard enregistré, jusqu'à ce jour réside dans les faiblesses d'une gouvernance démocratique mobilisant les potentialités existantes. À côté de cela, il y a lieu de citer le taux élevé de chômage, surtout parmi les jeunes (entre 10 et 25 %) cette région a le ratio emploi/population le plus bas (52,6 %), ce qui est bien inférieur à la moyenne mondiale de 65,8 %<sup>16</sup> a faible participation des femmes dans le marché du travail, le peu d'implication du secteur privé dans l'activité économique de bon nombre de ces pays.

---

15 Coville, Thierry. Des économies du Moyen-Orient marquées par la malédiction de la rente pétrolière : [http://www.strategicinternational.com/7\\_article5.pdf](http://www.strategicinternational.com/7_article5.pdf)

16 PNUD. « L'indice de développement humain 2013 indique des hausses majeures dans la plupart des pays du Sud » <http://www.cf.undp.org/content/undp/fr/home/presscenter/pressreleases/2013/03/14/human-development-index-in-2013-report-shows-major-gains-since-2000-in-most-countries-of-south/>

Sur le plan infrastructurel, composante essentielle de l'environnement des affaires, l'OCDE estime que la quantité et la qualité des infrastructures du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (MENA) marquent un retard par rapport à d'autres régions, et on considère que la région aura besoin de 75 à 100 milliards de dollars d'investissement par an au cours des 20 prochaines années pour le combler (Banque mondiale, 2012)<sup>17</sup>.

En effet, le tableau n'est pas aussi noir. Certains pays ont essayé de faire usage de cette rente pétrolière à plus ou moins bon escient. C'est le cas notamment des Émirats Arabes Unis qui ont utilisé la manne pétrolière pour installer tout un réseau d'infrastructures (aéroports, ports, bâtiments de stockage, transports routiers, logements, etc.) permettant à ce pays de devenir la plaque tournante du Moyen-Orient en matière commerciale. L'Iran, ayant des velléités hégémoniques dans la région, a aussi su utiliser la rente pétrolière pour réaliser un certain nombre d'investissements qui ont été décisifs dans la modernisation de la société iranienne à l'œuvre depuis la révolution.

La région MENA représente un marché juteux pour les principaux fournisseurs mondiaux d'armes. De ce fait, il est aisé de comprendre deux préoccupations : maintenir une tension dans la région et essayer de grignoter une part toujours plus importante de ce marché en évolution constante. La part du Moyen-Orient (en %) dans les exportations des 10 plus grands fournisseurs d'armement oscille entre 50 % pour la France à 8 % pour la Russie en passant par 32 % pour les États-Unis, 31 % pour la Chine, 24 % pour l'Ukraine, 6 % pour le Royaume-Uni, 5 % pour la Hollande et 4 % pour l'Allemagne<sup>18</sup>.

Parmi les principaux pays fournisseurs d'armement du Moyen-Orient, les États-Unis se trouvent en tête avec plus de la moitié (52,5 %), vient ensuite l'Union Européenne avec 29 %, la Russie se trouve bien loin derrière avec 10 %, la Chine avec 3 %, divers autres avec 5,5 %<sup>19</sup>.

La tendance haussière de ces dépenses se conjugue avec une augmentation spectaculaire des volumes consacrés à l'armement de la région.

L'orientation des États-Unis peut facilement être lue à travers la configuration de leurs transferts d'armement à destination du Moyen-Orient : leur impératif stratégique dans la région se base sur trois piliers : sécuriser leurs approvisionnements en hydrocarbures, soutenir Israël et isoler l'Iran en renforçant, notamment, les « monarchies du Golfe ».

La course à l'armement dans cette région s'explique par ce cercle vicieux et cette spirale enclenchée par la quête de la supériorité militaire par l'État d'Israël dès sa création pour

17 OCDE. (2013). Les partenariats public-privé dans la région MENA. *Manuel pour les décideurs publics* : [www.oecd.org/mena/investment](http://www.oecd.org/mena/investment), MENA.Investment@oecd.org

18 [https://dandurand.uqam.ca/uploads/files/publications/rflexions/Delmas\\_course\\_armement.pdf](https://dandurand.uqam.ca/uploads/files/publications/rflexions/Delmas_course_armement.pdf)

19 [https://dandurand.uqam.ca/uploads/files/publications/rflexions/Delmas\\_course\\_armement.pdf](https://dandurand.uqam.ca/uploads/files/publications/rflexions/Delmas_course_armement.pdf)

garantir sa sécurité. Aucun choix n'est laissé à ses voisins que d'essayer de rétablir un équilibre stratégique et parfois même de rechercher des ambitions de puissance.

De même, il est admis que la détention par Israël d'un arsenal nucléaire et sa supériorité militaire conventionnelle constituent un autre moteur de la prolifération des armes de destruction massive dans la région<sup>20</sup>.

Si la région MENA constitue un enjeu fondamental pour les superpuissances quant à leur approvisionnement énergétique, (64 % des réserves mondiales gisent dans cette région), l'enjeu que représente le conflit israélo-palestinien, n'en constitue pas moins un facteur structurant les problèmes de la région<sup>21</sup>.

---

20 Stockholm International Peace Research Institute. (2008). Armaments, Disarmament and International Security. In *Sipri Yearbook 2008*. London : Oxford University Press.

21 Fisk, Robert. (2005). *La grande guerre pour la civilisation, l'Occident à la conquête du Moyen-Orient, 1979-2004*. La Découverte.

## **II/ Rôle d'Israël dans l'espace euro-méditerranéen**

---

L'accent sera mis, non sur le conflit israélo-palestinien *per se*, mais sur le jeu évolutif, contradictoire, voire même antagoniste, des acteurs, à la fois internes et externes. Ainsi, notre intention dans cette partie de l'essai n'est pas de faire l'historique du conflit israélo-palestinien en dépit de son importance, encore moins de nous appesantir sur les agissements des services secrets dans la région et de leur impact sur les alliances et contre-alliances<sup>22</sup>, mais de montrer que l'État d'Israël dans la région du Moyen-Orient aurait pu être un vecteur de développement de la région dans son ensemble s'il avait eu une politique différente de celle qu'il a jusqu'à présent adoptée et s'il s'était plié aux résolutions des Nations Unies et, plus précisément, aux décisions qui ont été consenties lors de la Conférence de Madrid de 1991 et celles d'Oslo en 1993.

À la confrontation des faits, cela semble une simple hypothèse d'école, car dès sa constitution, Israël, dans ses ambitions de survie et surtout hégémoniques régionales, avait à gérer une multitude de contraintes en termes d'hétérogénéité démographique, d'étroitesse du territoire, de pénurie de ressources naturelles surtout hydraulique, de dissensions doctrinales et idéologiques. Objet de persécution injuste à travers son histoire ancienne et récente, Israël est en train d'adopter le même comportement – sinon pire – à l'égard du peuple palestinien. Ceci se fait de connivence, plus ou moins, ouverte avec l'Europe (trainant une « conscience malheureuse » et cherchant à se racheter suite à la Shoah et aux génocides des années quarante, perpétrés sur son sol, de ses ressortissants juifs) et les États-Unis d'Amérique, du moins une partie des décideurs politiques dans certains milieux protestants, considèrent leur soutien à Israël comme une sorte de *rédemption commune au judaïsme*.

Au regard de la situation actuelle, force est de constater que ces grands acteurs externes ont adopté, jusqu'à présent une position timorée à l'égard d'un conflit dont les conséquences déstabilisent non seulement la région MENA, mais dépassent, et de loin, cette ère géographique à proprement parler, pour avoir des pendants dans le reste du monde (migration, attentats terroristes, replis identitaires).

---

22 Il y a 50 ans, les Israéliens soutenaient les royalistes yéménites – les Zaidi chiites, les houtis d'aujourd'hui, en leur livrant des armes prises aux Égyptiens en 1956 et ce, pour contrer les troupes égyptiennes de Gamal Abdel Nasser, soutenues par les Soviétiques. À l'époque, l'Arabie saoudite supportait les chiites houtis, qu'elle combat aujourd'hui. À l'époque, des leaders chiites se sont rendus en Israël pour négocier le soutien de Tel Aviv à leur combat contre l'Égyptien Nasser et ses soutiens communistes. Tout cela a contribué à la défaite de juin 1967 et à la chute politique de Nasser. De cette époque datent également les premières collaborations entre services israéliens et saoudiens.

Israël avait élaboré à la fin des années 1950 une *doctrine de la périphérie*, afin de contourner l'opposition de ses voisins arabes au sionisme. L'idée était de contourner la Syrie et l'Égypte, principalement. La doctrine de la périphérie est composée de trois ensembles. Le premier et le plus éloigné comprenait les États arabes ou non, musulmans ou non, frontaliers de la zone du conflit : l'Iran, l'Éthiopie, l'Érythrée et la Turquie, avec le Kenya et l'Ouganda, plus en arrière. Le second ensemble comprenait les minorités ethniques vivant dans les pays arabes en guerre avec Israël. Les chrétiens du Liban et du Soudan, les Kurdes irakiens. Le troisième ensemble comprenait les États arabes éloignés du centre du conflit, tels le Maroc ou les États du Golfe, opposés au militantisme nassérien et qui souhaitaient entretenir des relations avec Israël pour des raisons de politique locale ou régionale.

Parallèlement, Israël a forgé une solide alliance avec Ankara et Téhéran dans les années 1960 et 1970. Appelée *Trident*, l'alliance tenait des réunions de coordinations très régulières et a disposé d'un siège dans la banlieue de Tel Aviv.

Cf. Alpher, Yossi\*. (2015). *Periphery: Israel's search for allies in the Middle East*. Londres : Rowman & Littlefield.

\* Yossi Alpher était un ancien officier du Mossad et l'ancien directeur du « Jaffee Center for Strategic studies » à Tel Aviv.

L'évolution récente de ce conflit qui mérite bien sa dénomination consacrée de « processus » ; acte à dessein appelé à s'étaler dans le temps est caractérisée à la fois par des constantes, mais aussi par des changements de positions à la fois des décideurs israéliens eux-mêmes, des États arabes de la région, mais aussi des grands acteurs externes (UE, USA, Russie). En fait, le conflit israélo-palestinien est au cœur de la (in)stabilité dans la région MENA. Il en constitue l'un des différends les plus anciens et les plus longs<sup>23</sup>. En fait, dès la naissance d'Israël, tout est fait pour que la critique d'Israël soit synonyme d'antisémitisme. Les pays arabes dans un contexte particulier des années 70 (le 10 novembre 1975) ont réussi à faire passer, à l'Assemblée Générale des Nations Unies, la légendaire résolution qui assimile le « sionisme » à une forme de « racisme ». Cette résolution a été annulée en 1994, dans un tout autre contexte marqué par la faiblesse et l'éclatement des rangs arabes.

Les objectifs essentiels de l'État d'Israël dès sa constitution furent assez clairs au regard de sa déclaration d'indépendance, le 14 mai 1948, coïncidant avec la fin du mandat britannique sur la Palestine. Ces objectifs sont : l'ouverture d'Israël à la migration et l'accueil de la diaspora juive du monde, le soutien sécuritaire et politique et la reconnaissance d'Israël par le maximum de pays, le soutien de la part d'un des grands pays et le maintien et la consolidation des liens avec lui, et le renforcement du sentiment religieux et culturel ainsi que des liens historiques entre Israël et les juifs de la diaspora<sup>24</sup>.

La Convention de Genève de 1949, signée par l'ensemble des membres des Nations Unies à cette époque, définit les obligations d'Israël en tant que « puissance occupante » et le « traitement humanitaire des habitants du territoire occupé » (Résolutions 446 et 465 du Conseil de Sécurité de l'ONU). Le 29 novembre 1947 l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies (ONU) a adopté une résolution selon laquelle il y aura partage de la Palestine entre un État juif, un État arabe et une zone internationale pour Jérusalem et les lieux saints. La déclaration d'indépendance d'Israël (le 14 mai 1948) fut suivie par le refus de partage des États arabes<sup>25</sup>.

En effet, la reconnaissance d'Israël par les États européens et les États-Unis, peu de temps après sa déclaration d'indépendance en 1948, ne tardera pas à se faire connaître. Israël est vu comme un allié de taille dans une région riche en pétrole. Plus que cela il est vu comme jouissant d'une « solide assise morale et culturelle » avec ce devoir historique de protéger le « peuple juif »<sup>26</sup>.

23 - 4 guerres israélo-arabes (1948, 1956, 1967, 1973)

- 5 guerres d'Israël contre la résistance palestinienne (1978-1982, 2002, 2008-2009, 2014)

- 2 guerres d'Israël contre la résistance libanaise (1978-82) et 2006 : contre Hezbollah,

24 À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au tout début du XX<sup>e</sup> siècle, une majorité de juifs orthodoxes n'adhèrent pas au sionisme. L'hostilité des orthodoxes était justifiée par une interprétation théologique selon laquelle « la venue du Messie » est une condition pour retourner vers la « Terre d'Israël ». Toutefois, le sionisme trouve son défenseur en la personne du rabbin orthodoxe Abraham Isaac Kook qui articule une synthèse entre sionisme et tradition.

25 <http://blog.mondediplo.net/2008-02-18-1948-la-Palestine-des-archives-aux-cartes>. En 1967, la Cisjordanie et Gaza furent occupés militairement par Israël.

26 Pioppi, Daniela et Al. (Octobre 2006). Politiques intérieures et conflit dans le cas d'Israël, de la Palestine et du Liban. In *EuroMeSCo Paper* (n° 53).

Dans cette veine deux préoccupations majeures n'ont jamais quitté les options politiques israéliennes à savoir : l'expansion territoriale et l'extension démographique de sa population<sup>27</sup>. Depuis la constitution de l'État d'Israël, une partie de la diaspora juive a rejoint Israël en provenance de 104 pays (de l'Asie, d'Europe, d'Afrique, d'Amérique) parlant quelques 80 langues différentes. Depuis lors, la politique israélienne a veillé à mettre en œuvre cette stratégie, quitte à s'impliquer dans des guerres « préventives » pour se prémunir contre les menaces.

Le contexte politique interne en Israël est resté dominé jusqu'en 1967 par le mouvement travailliste sioniste (Mappai), à telle enseigne que la base du parti travailliste et son programme se confondaient avec ceux de l'État même d'Israël. Le mouvement travailliste incarnait le consensus national sioniste d'un « État juif démocratique, situé majoritairement en Palestine historique ».

L'échec des tentatives des années 1990 d'entrer dans des pourparlers avec les voisins pour asseoir les bases d'une paix durable dans la région a durci les positions des uns et des autres. Les velléités d'hégémonie de l'État d'Israël dans la région sont clairement affichées par ses responsables politiques avec, plus ou moins, de véhémence.

L'orientation stratégique d'Israël a connu des changements au fil du temps. Avec la fin de la guerre froide, on a assisté au renforcement de la position d'Israël dans la région et un recul de la position stratégique arabe. De même, sur le plan interne, Israël a pu consolider sa politique et réaliser un taux de croissance économique important lui permettant de se hisser au niveau des nations développées.

Cependant, en dépit de cette supériorité militaire et économique, Israël reste, sommes toutes, dans un environnement hostile lui empêchant d'atteindre ses objectifs stratégiques. La classe politique israélienne avant l'avènement de la/ l' (extrême) droite au pouvoir restait divisée entre ceux qui privilégient l'option diplomatique et ceux qui optent pour la force.

En effet, dès sa fondation, Israël a veillé à préserver sa supériorité militaire, qualitativement et quantitativement. Cette stratégie exige qu'Israël dispose de l'armement le plus performant et mobilise les fonds nécessaires en conséquence. La production d'une grande partie de ces armes évoluées se fait sur le territoire d'Israël lui-même. Plus de 180 entreprises sont impliquées directement dans l'industrie d'armement avec un personnel d'environ 120 000 personnes dont la moitié est constituée d'ingénieurs et de scientifiques<sup>28</sup>.

---

27 Pioppi, Daniela. op cit.

28 <http://www.ahewar.org/debat/show.art.asp?aid=58716>

Les exportations annuelles en armes représentent une valeur de 15 milliards de dollars. Ces exportations constituent 10 % des exportations mondiales des équipements militaires. Israël a bien profité des ressources humaines qualifiées des juifs venant d'Europe de l'Est.

En plus de sa supériorité militaire, Israël reçoit régulièrement des aides militaires de la part des États-Unis et ce, depuis 1976. Il est le principal destinataire de l'aide américaine depuis la seconde guerre mondiale. Le total de cette aide dépasse 200 milliards de dollars. Il utilise plus de 25 % de cette aide dans le soutien de son industrie militaire en plus de la fourniture des technologies les plus récentes relatives au système d'intelligence informatique et informationnel. *Il est pratiquement le seul pays à ne pas avoir de compte à rendre quant à la manière avec laquelle il fait usage de cette aide.*

Il est évident, que le conflit israélo-palestinien entretient et accélère la course à l'armement dans la région où les dépenses militaires sont en croissance continue. L'Arabie Saoudite, Israël et l'Iran ont effectué les dépenses les plus élevées. *Le Moyen-Orient est la région au monde où les efforts de défense (en % du PIB) sont les plus élevés au monde*<sup>29</sup>.

Dans cette région, seul Israël dispose, effectivement, d'un complexe militaro-industriel sophistiqué, les autres pays de la région se basent sur les « transferts d'armes ». *Le Moyen-Orient est la région qui a importé le plus d'armement depuis la fin de la Guerre froide, soit le 5e du volume des transferts internationaux d'armement*<sup>30</sup>.

En effet, en dépit des énormes moyens et atouts dont dispose Israël dans beaucoup de domaines, et surtout sa supériorité militaire, il n'en souffre pas moins d'un certain nombre de handicaps.

Parmi ceux-ci, il est à citer sa faible progression démographique en comparaison avec celle de ses voisins, ce qui l'empêche d'entamer une mobilisation militaire, sur le sol, pour une longue période ; la petitesse de son territoire géographique. Ce qui explique que dès la constitution d'Israël en 1948, les deux préoccupations (idéologiques) majeures sont et restent l'expansion territoriale et le contrôle démographique<sup>31</sup>.

29 Dépenses militaires en dollars US\*\*

Pays MENA	2010	2011	2012	2013	2014*
Afrique du Nord	12,10	15,20	16,30	17,90	20,10
Moyen-Orient	142,00	147,00	156,00	172,00	196,00
Total MENA	154,10	162,20	172,30	189,90	216,10
Total Monde	1738	1744	1740	1719	1711
<b>En %</b>	<b>8,86</b>	<b>9,30</b>	<b>9,90</b>	<b>11,04</b>	<b>12,63</b>

Source : [http://www.sipri.org/research/armaments/milex/milex\\_database](http://www.sipri.org/research/armaments/milex/milex_database)

Compilation : Lesparre Sabrina et Mampaey Luc (2013/4). Dépenses militaires, production et transferts d'armes. In *Compendium*. Bruxelles : GRIP, Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la Sécurité.

\* au prix courants. \*\* en millions de dollars de 2011.

30 Cinq États, à eux seuls, ont représenté entre 2003 et 2007, plus de 80 % du total régional. Il s'agit des Émirats Arabes Unis (35 % du total des importations du Moyen-Orient), Israël (20%), l'Égypte (17,5%), l'Arabie Saoudite (7%) et l'Iran (5,5%).

31 Pioppi, Daniela et Al. (octobre 206) Politiques intérieures et conflit dans le cas d'Israël, de la Palestine et du Liban. In *EuroMeSCo Paper* (n° 53, p 4.)

Aussi, son manque de ressources naturelles en plus de la ressource halieutique<sup>32</sup>, l'accule à entrer dans une lutte incessante avec ses voisins. Sur le plan social et au regard de sa composition démographique, la fracture sociale continue à être une réalité têtue entre, d'une part, les ashkénazes (juifs venant d'Europe et généralement jouissant de positions politiques, économiques et culturelles dominantes) et les séfarades (juifs venant des pays du Sud). Cette fracture semble semer moins de « discordes que par le passé <sup>33</sup> », l'autre importante pomme de discordes se déploie entre les séculaires et les religieux<sup>34</sup>.

La vision interne au sein de la classe politique israélienne, quant à son rôle dans la région, reste versatile et oscille entre les partis de droite qui militent en faveur de la force pour réaliser les dessins d'Israël et les partis de gauche, (en perte de vitesse), qui continuent, tant bien que mal, à défendre la voie diplomatique et les moyens pacifiques d'intégrer politiquement et économiquement Israël dans la région considérée comme le seul moyen de préserver sa sécurité<sup>35</sup>. Le tournant s'est fait à partir des accords d'Oslo en faveur de la droite israélienne. Lors des élections législatives israéliennes de 1996, la victoire est revenue au Likoud et à son leader Benjamin Netanyahou qui continue à s'opposer aux accords d'Oslo et à l'établissement d'un État palestinien. L'échec des négociations de paix est lu comme la preuve que les Arabes veulent l'élimination de l'État d'Israël.

Cependant, l'échec du processus de paix au Moyen-Orient a favorisé l'avènement de la droite au pouvoir aux dépens du parti travailliste, qui continue à avoir le soutien de certains mouvements de la société civile israélienne<sup>36</sup>. En 2005, Israël retire ses colonies de Gaza, mais il continue à contrôler les frontières, le ciel, le sous-sol et la mer de Gaza.

Au-delà des dissensions internes entre les forces politiques et sociales en présence à l'intérieur d'Israël, la position des acteurs externes (américains, européens et arabes) à

32 L'eau constitue une donnée stratégique et est au cœur du contentieux dans la région du Moyen Orient. Lors de la guerre de 1967, Israël a détruit des barrages syriens sur le Jourdain, qu'il accusait de réduire le débit de son accès au fleuve, et notamment à son affluent le Bāniyās.

Avec l'occupation du territoire syrien du Golan, le lac de Tibériade et certaines sources du Jourdain sont passées sous l'autorité israélienne et, dans les territoires occupés, en Cisjordanie, cela permet l'accès à la rive droite du Jourdain et aux nappes souterraines. Israël occupe désormais l'essentiel de la vallée du Jourdain, la Cisjordanie et ses nappes phréatiques, et les plateaux du Golan riches en eau.

33 Les mariages mixtes sont en hausse et l'ascension politique des séfarades est en augmentation, de même que leur accession aux hauts rangs d'officiers de l'armée israélienne.

Cf. Inbar, Efraim. (2011). Les négociations pour la paix et la politique intérieure israélienne. In *Annuaire IEMed de la Méditerranée* (p. 55). Barcelone : IEMed.

34 Une frange de la population religieuse s'érige contre l'idéologie sioniste dans la mesure où celle-ci déplace le centre d'intérêt des prescriptions religieuses et talmudiques au profit de la préoccupation nationaliste et territoriale.

35 Comme l'explique clairement Rabin en 1995 : « Nous devons choisir entre la terre du Grand Israël, ce qui signifie un État binational dont la population compterait à cette date 4,5 millions de Juifs et plus de 3 millions de Palestiniens [...] et un État plus petit mais qui serait juif. » Foundation for Middle East Peace. Settlements Information, Statistiques : [http://www.fmep.org/settlement\\_info/statistics.html](http://www.fmep.org/settlement_info/statistics.html) (accès en juin 2006).

Op cit. Diena.

36 La chute vertigineuse du nombre de sièges des travaillistes à la Knesset lors des élections successives est assez significative de leur manque de popularité : aux élections de mai 1996 : 44 sièges ; en 1999 : 34 sièges ; en janvier 2003 : 26 sièges ; en mars 2006 : 19 sièges ; en février 2009 : 13 sièges ; 2011 : 8 sièges. Cf. Inbar Efraim (2011). Les négociations pour la paix et la politique intérieure israélienne. In *Annuaire IEMed de la Méditerranée*. Barcelone : IEMed.

l'égard de ce conflit est d'une grande importance quant à la compréhension de la « radicalisation » des populations de la région.

### Position européenne à l'égard d'Israël

La position de l'Europe à l'égard d'Israël fut exprimée en 1917 par la G-B. La Déclaration Balfour de 1917<sup>37</sup> (du nom du ministre britannique des Affaires étrangères, Lord Balfour) est une lettre par laquelle la G-B se déclare en faveur de l'établissement en Palestine – protectorat britannique d'alors – d'un « foyer national juif ». Cette lettre a été adressée à Rothschild alors président de l'antenne anglaise du mouvement sioniste.

La Société des Nations, tout à son début, a reconnu la Déclaration de Balfour quant à la création d'un foyer national en Palestine (ancienne province ottomane). Le 14 mai 1948, l'ONU, représentée fondamentalement par les puissances coloniales, déclara la fondation de l'État d'Israël. Au fil du temps et des guerres (surtout celle 1967), l'État d'Israël a grandement élargi le territoire<sup>38</sup> occupé en s'emparant tout particulièrement de la « Palestine historique ». Il déclare la Jérusalem « réunifiée » capitale de l'État hébreu.

Avec la fin de la IIe guerre mondiale, la protection de l'État d'Israël passe des mains européennes aux mains américaines. Cependant, après la guerre de 1967, la position de l'Europe à l'égard du conflit du Moyen Orient change, et d'un soutien à l'État hébreu, on passe à l'exhortation de ce dernier à se conformer à la légalité internationale.

En effet, dès le départ, l'UE (CEE avant 1993) a porté son attention au conflit israélo-palestinien. Car Israël est fille de l'histoire européenne. Cet intérêt a évolué dans le temps au regard des vicissitudes du processus de paix entre Israël et les Palestiniens. Sur le plan humanitaire et ce, dès les années 1970, l'Europe est devenue un bailleur de fonds régulier de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA).

À partir des années 1980, les Européens ont cherché à contribuer au développement des Territoires palestiniens au travers de l'établissement de relations commerciales et de coopération, lesquelles ont essentiellement profité à l'économie israélienne qui joue l'intermédiation dans ces relations.

Le Processus de Barcelone de 1995 amène les pays de l'UE à coordonner leurs positions à l'égard de ce conflit, notamment, en considérant que la réalisation de la paix et de la stabilité dans la région euro-méditerranéenne est tributaire de la résolution de ce

---

37 [http://www.herodote.net/2\\_novembre\\_1917-evenement-19171102.php](http://www.herodote.net/2_novembre_1917-evenement-19171102.php)

38 <http://www.amnesty.org/fr/news-and-updates/illegal-israeli-settlement-plans-threaten-palestinian-human-rights-2010-10-15>

conflit, et tant que ce conflit persiste, et tant qu'Israël continue à occuper illégalement les territoires palestiniens, ce but ne pourra être atteint. Le Processus de Barcelone voulait donner la chance à Israël de bien trouver sa place dans l'espace euro-méditerranéen. En mars 1999, l'UE refusant de reconnaître l'autorité israélienne sur Jérusalem, a déclaré que seule la fondation de l'État palestinien serait la solution.

Dans le cadre du Processus de Barcelone, l'UE a négocié un accord d'association avec l'OLP au profit de l'Autorité palestinienne. Mais au fur et à mesure que le processus de paix s'est enlisé, l'UE s'est vu obligée d'injecter toujours plus d'argent pour des « *quick impact projects* », soit des initiatives à court terme, à petite échelle, conçues pour avoir un impact immédiat et censées contribuer à la stabilisation de la « cohabitation ».

Aujourd'hui, l'Europe se trouve ainsi dans une position très ambiguë. D'un côté, elle fait du *state-building* dans une Palestine réduite à la Cisjordanie et à la souveraineté virtuelle, en soutenant financièrement l'OLP ; de l'autre, elle est enfermée dans une logique purement humanitaire avec Gaza, soumis à un embargo quasi-total, car elle n'entend toujours pas traiter avec le Hamas, pourtant arrivé au pouvoir par la voie des urnes !

Au total, l'UE participe à la mise sous perfusion d'une population pour qui cette aide est vitale en l'absence d'un vrai processus de paix. C'est pour cette raison notamment que l'on a pu accuser l'UE de financer implicitement l'occupation israélienne. « La colonisation israélienne en Palestine est le dernier avatar du colonialisme européen »<sup>39</sup>.

L'UE continue à avoir une position ambivalente, sur le plan du discours, beaucoup de nobles principes de droit international sont annoncés, par contre sur le plan pratique rien de tangible ne se fait. Mieux encore, jamais Israël n'a été aussi associé à tous les grands projets de recherche européens, aux marchés publics, etc.

L'engagement économique de l'UE en faveur des Palestiniens contraste avec son désengagement politique.

### Position américaine à l'égard d'Israël dans le Moyen-Orient

En gros, on peut distinguer quatre grands moments dans la position américaine à l'égard d'Israël considéré comme allié stratégique des États-Unis<sup>40</sup>.

Jusqu'à la II<sup>e</sup> guerre mondiale, la présence américaine au Moyen-Orient respectait la doctrine de Monroe (Doctrine élaborée en 1823 par le président Monroe, selon l'adage « L'Amérique

39 Aoun, Elena. op cit.

40 « La tentative d'une puissance extérieure de prendre la région du Golfe Persique serait considérée comme une attaque contre les intérêts vitaux des États-Unis. Elle serait repoussée par tous les moyens, y compris la force militaire » (dixit Jimmy Carter, dans son message sur l'état de l'Union du 23/01/1980) cité par Clément Noguier Sophia et Autres (avril 2003) Stratégies régionales américaines : révolution stratégique après le 11 septembre ? (p. 55) Institut d'expertise et de prospective de l'ENS avec la collaboration de l'équipe du centre de géostratégie de l'ENS.

aux Américains, l'Afrique et le Moyen-Orient aux puissances européennes »). Depuis, cette présence n'a cessé de s'intensifier.

Dès les années 1990, les États-Unis ont signé un accord de coopération militaire (1996) avec les deux principaux relais de leur influence dans la région à savoir : Israël et la Turquie. Depuis, les États-Unis cherchent toujours à concilier leurs intérêts pétroliers avec leur relation privilégiée avec Israël<sup>41</sup>. Le hiatus entre le déclaratoire et l'effectif est flagrant dans l'approche des États-Unis du conflit israélo-palestinien. Washington s'est toujours refusé à opter pour une position « véritablement contraignante à l'égard d'Israël ».

Quatre phases peuvent être décelées quant à la politique américaine à l'égard d'Israël dans sa politique régionale.

La première période caractérisant les rapports entre les États-Unis et Israël est celle qui s'étale entre la constitution d'Israël jusqu'à la fin de la guerre froide. Durant cette période, Israël été vu par les États-Unis comme « rempart » avancé en face du danger communiste.

La seconde période est celle qui commence avec la fin de la guerre froide et qui se termine avec les événements du 11 septembre 2001. Cette période est celle où les États-Unis sont devenus la force hégémonique par excellence, et où un effort économique a été déployé pour intégrer Israël, à travers une série de grands forums économiques (Casablanca 1994, Aman 1995, Doha 1996, le Caire 1997) dans son environnement régional.

La troisième période commence avec les événements du 11 septembre 2001 jusqu'à aujourd'hui, caractérisée par la mise entre parenthèses des acquis et des subtilités diplomatiques et la volonté d'intégrer de force Israël dans la région.

La quatrième période inaugurée par l'avènement de B. Obama, se caractérise par l'usage du « soft power » pour faire valider la « pax americana » dans la région. Cette force « douce » n'est en fait qu'une version édulcorée de la période précédente.

### **Position des Arabes à l'égard du rôle d'Israël : d'une position radicale à une reconnaissance implicite**

La position arabe à l'égard du rôle d'Israël dans la région est beaucoup plus versatile que celle des Européens et ce, aussi bien au niveau global qu'au niveau de chaque pays séparément. Sur le plan panarabe, le projet sioniste a constitué une hantise pour les pays arabes et a figuré au top des ordres du jour des sommets arabes. La tendance lourde des

---

41 Le choix des États-Unis pour parrainer l'État d'Israël a été décidé en 1924, par les Sionistes dans leur Congrès à NYC.

résolutions et des recommandations prises lors de ces sommets montre une atténuation de leur fermeté à l'égard d'Israël.

En 2002, à Beyrouth, le Prince Abdallah (Arabie Saoudite) propose un plan de travail comme choix stratégique pour parvenir à la paix avec Israël. Ce quatorzième Sommet de la Ligue arabe, fut annonciateur de dissensions assez profondes dans les rangs des pays arabes : on y remarqua l'absence des chefs d'État égyptiens et jordaniens, l'absence aussi de Yasser Arafat, assiégé dans la Moqetta, l'absence également du chef d'État irakien, Saddam Hussein.

Certaines dissensions internes prennent de l'ampleur face à la guerre en Irak. Un grand hiatus se précise entre le déclaratoire et la réalité des positions des uns et des autres<sup>42</sup>. Depuis lors, le collectif arabe est entré dans une véritable situation d'incapacité, les concessions faites lors du sommet du Caire en 1996 expriment un rapport de force asymétrique en faveur d'Israël dans la région.

En effet, les changements de gouvernements israéliens ne changeront rien à la politique d'expansion d'Israël aux dépens des territoires palestiniens. La scission au sein de la droite israélienne est beaucoup plus « tactique » que « stratégique », la stratégie consistant toujours à agrandir autant que possible l'espace occupé par l'État hébreu.

De plus, depuis le début du processus de paix, l'absence d'une véritable pression internationale a banalisé, aux yeux de la population israélienne, la question des colonies et de leur expansion, et ce, en dépit de la résolution 242 de l'ONU, acceptée à une large majorité par la communauté internationale et avec l'aval absolu des États-Unis et des pays européens.

La population palestinienne, marginalisée, très peu industrialisée, ne maîtrisant ni l'usage de ses ressources, ni ses relations avec le reste du monde est, de facto, sous occupation depuis plus de 40 ans.

Les multiples déclarations de l'UE critiquant la violation des droits de l'homme perpétrée par Israël, n'ont été suivies par aucune mesure économique ou politique d'envergure. L'escalade de la violence inégale et asymétrique entre Palestiniens et Israéliens attise animosité, haine et radicalisme dans la région.

La conjugaison d'une modernisation bancaire avec une richesse quasiment factice (pétrole) et d'un conflit asymétriquement géré, constitue un terreau favorable à une radicalisation alarmante<sup>43</sup>.

42 Dot Pouillard, Nicolas. (2009). Les mondes arabes et la question palestinienne : appareils étatiques, figures activistes transnationales et « Street Politics ». (p 9). In *Histoire, réalités et perspectives*. Dijon, France :

[http://hal.archives-ouvertes.fr/docs/00/65/42/34/PDF/Nicolas\\_Dot\\_Pouillard\\_article\\_Dijon\\_Colloque.pdf](http://hal.archives-ouvertes.fr/docs/00/65/42/34/PDF/Nicolas_Dot_Pouillard_article_Dijon_Colloque.pdf)

43 <http://www.humanite.fr/trop-cest-trop-il-faut-des-pressions-sur-israel-549777>

### **III/ Modernisation : la double critique**

---

La troisième composante qui attise la violence et les rivalités politiques et identitaires dans l'espace MENA n'est autre que la crise de modernité qui continue à plomber la progression de cette région, rendant difficile la réalisation d'un espace de paix et de stabilité. La modernité se réfère, pour nous, au mode de reproduction sociale basé sur le questionnement critique des traditions et des cultures prégnantes et l'adhésion aux mécanismes de régulation où l'individu n'est plus vu comme  *sujet*  par les pouvoirs en place, mais comme  *citoyen*  à part entière avec la possibilité de choisir ses gouvernants et ses programmes politiques dans un cadre institutionnel et politique volontairement et librement choisi.

La crise de la modernité dans cette région est bicéphale : 1/ elle est la résultante d'une gouvernance défaillante des régimes politiques qui laissent peu de place aux opinions publiques et à la diversité des subcultures, mais en même temps 2/ elle est attisée par le comportement d'un Occident obnubilé par ses propres intérêts mettant très souvent à l'index les sacro-saints principes de démocratie, des droits de l'homme et de la justice sociale.

L'incapacité des pays occidentaux à être conséquents<sup>44</sup> et à être justes à l'égard de la question palestinienne participe grandement à l'exacerbation des contradictions dans la région<sup>45</sup>. L'impunité dont jouit l'État d'Israël dans ses agissements à l'égard du peuple palestinien concourt à la radicalisation d'une bonne partie de la population arabo-musulmane qui sent, ontologiquement, ce hiatus entre le déclaratoire de l'Occident et de ses émules internes et externes et la réalité scénique des intérêts en jeu.

Cet état de fait approfondit la polarisation et la fragmentation des sociétés de la région entre des pouvoirs politiques et leur cercle clientéliste, d'un côté, et le reste de la population qui ne trouve refuge que dans certaines idéologies consolatrices<sup>46</sup>, voire meurtrières, de l'autre côté. Les différenciations sociales criantes, la pauvreté, un taux d'analphabétisme important, les perspectives obscures des populations jeunes montantes, est un compost propice à des situations miteuses. Ce sont ces problèmes qui mitonnent des réponses « traditionnelles »<sup>47</sup> à la question de la modernité<sup>48</sup>.

44 Le cas le plus flagrant à ce propos est la non-reconnaissance de Hamas, catapulté au pouvoir par un processus démocratique incontestable !

45 Burgat, François. (4 octobre 2006). Les Attentes du Monde Arabe à l'égard de l'Union Européenne : l'espérance déçue d'une alternative aux États-Unis ? In  *Étude externe*  - Parlement européen, direction générale pour les Politiques externes de l'Union Direction B- Départements thématique. Aix en Provence : CNRS IREMAM. Page 11, in [http://www.algeria-watch.org/pdf/pdf\\_fr/burgat\\_ue.pdf](http://www.algeria-watch.org/pdf/pdf_fr/burgat_ue.pdf)

46 Daguzan, Jean-François. (30 juillet 2012). L'hiver après le printemps ? La transformation arabe entre radicalisme et modernité. In  *note n° 7/12* . Fondation pour la Recherche Stratégique.

47 « Tout le défi auquel fait aujourd'hui face le Moyen-Orient tient précisément à sa capacité à élaborer un modèle oriental, seul à même d'être accepté par les populations concernées », préviennent les auteurs de la  *Géopolitique du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord*  récemment parue aux PUF. Jean-François Fiorina, op cit. Aussi, certains « les soft » n'hésitent pas à ériger le modèle turc comme modèle pour bon nombre de pays de la région.

48 Fiorina, Jean-François. (7 juin 2012) . Monde arabe : la révolution, et après ? . In  *CLES-Comprendre les Enjeux stratégiques-Note hebdomadaire n° 71*  (p.3) : [www.grenoble-em.com](http://www.grenoble-em.com). « La montée de l'islamisme a été favorisée par les régimes autoritaires qui ont fait de la mosquée le seul espace d'expression politique ».

Cette crise de la modernité et de l'autoritarisme des régimes arabes avec, certes, des degrés plus ou moins différents d'un régime à un autre, est un contexte favorable à la consolidation de l'islamisme radical au lieu d'en être le rempart<sup>49</sup>.

En effet, à part une minorité agissante qui porte l'islam radical ou islamisme<sup>50</sup>, la plupart des groupes sociaux oscillent entre des « modernistes » peu en prise avec une réalité rebelle à leur modèle, et les réformateurs qui tentent de concilier modernité et tradition. Ce sont ceux-là qui constituent l'écrasante majorité de la population de la région MENA. Être musulman n'est nullement incompatible avec être démocrate. La conciliation entre les deux est loin d'être une « aberration »<sup>51</sup>, au contraire, c'est plutôt le cas dominant.

En guise de conclusion, la question qui se pose est de savoir : quelles pistes d'avenir et quelles propositions pour sortir de cet état de déliquescence dans lequel la région MENA semble être empêtrée ?

Les propositions peuvent être nombreuses et discutables mais, dans la logique des choses et des événements, il s'avère que la résolution du conflit israélo-palestinien est une des priorités dans l'espace euro-méditerranéen. Au haut de l'agenda se trouve aussi l'instauration des fondements de la démocratisation de la région et ce, pour une meilleure stabilité de la région en termes de respect des particularités socio-culturelles (Islam politique). La révolution axiologique passe par le respect des particularités locales avec, toutefois, plus d'implication et plus de conséquence des acteurs externes et plus de sécurité humaine.

L'aspiration à une vie meilleure, à la gouvernance démocratique, à la dignité, au respect des droits de l'homme est quelque chose qui est à l'ordre du jour dans les sociétés arabes et musulmanes. Dans cette veine, il n'y a pas d'*exceptionnalisme arabe*. Il est grand temps de mettre un terme à cette façon irréaliste de voir les choses dans cette partie du monde.

Les mouvements civils de 2011 ont aussi montré qu'en fait, les régimes autoritaires arabes ne sont pas si forts comme une certaine tradition veut le faire croire. En outre, la stabilité qu'ils prétendent défendre est aussi fragile qu'incertaine.

La manière, les conditions et l'environnement dans lequel des protestations de masse arabes ont été menées, jettent un réel démenti à cette distinction entre le changement de l'intérieur et le changement de l'extérieur. Bien sûr, les manifestants arabes sont les principaux acteurs et instigateurs de ces mouvements civils, mais une aide extérieure

---

49 Daguzan, Jean-François. op cit. Bush lança le « New Middle East » and « the Great Middle East » comme démocratisation forcée du Moyen Orient imposée par la contrainte.

50 L'islamisme est l'une des cristallisation majeure du « malaise culturel » des sociétés arabes face à la modernité.

51 Rodinson, Maxime. (1993) *L'islam, politique et croyance*. Paris : Fayard.

(technique, numérique, technologique et politique) est de la plus haute importance quant à la réussite de ces processus.

Le processus de changement en cours dans l'espace MENA révèle que les pays arabes et musulmans ne sont pas un bloc monolithique. Cette partie du monde est diverse et plurielle, en dépit du fait qu'elle partage dans une large mesure un dénominateur commun, à savoir une carence gravissime de pratiques démocratiques et de bonne gouvernance. Faut-il rappeler qu'en termes de législation et de lois, ces pays n'ont en général rien à envier aux pays développés, mais le fossé entre le déclaratoire et l'effectif est énorme.

Cette pluralité du monde arabe a été remarquée dans la manière dont les pouvoirs en place ont réagi à l'égard de ces revendications de masse. Les autorités de ces pays n'ont pas le même comportement et, par conséquent, les mêmes issues.

Les manifestations de masse arabes ont confirmé les limites de l'islam radical. L'islam que les manifestants arabes ont défendu dans leurs manifestations et protestations n'a rien à voir avec l'extrémisme et le fondamentalisme. En fait, l'islam comme importante composante culturelle arabe et musulmane dans ces sociétés est un ingrédient actif, nullement réfractaire à la démocratisation de ces sociétés.

À cet égard, il est temps d'avoir un autre regard sur la perception de l'islam et de son rôle dans les sociétés arabes et musulmanes. En d'autres termes, l'islam comme pratique sociale de masse est parfaitement compatible et soluble dans la modernité.

**IV/ La sécurité humaine à la lumière du présent arabe :  
pour un nouvel humanisme**

---

Les transformations en cours dans la région MENA, appellent à une révision de nos cadres cognitifs et de nos approches des modes de manifestations des aspirations des populations arabes. Ces événements jettent un cinglant démenti à l'idée selon laquelle les populations arabes sont, de par leur culture, résignées et apathiques.

Sur le plan sécuritaire, jusqu'à la fin de la guerre froide, l'accent fut porté sur la sécurité des États et sur les enjeux d'alliance. Les citoyens, sinon les sujets, étaient une masse à la merci des gouvernants. La raison d'État et le monopole de la violence par les pouvoirs publics étaient reconnus comme étant les déterminants de l'équilibre des pouvoirs en place et de l'équilibre international.

La fin de l'équilibre de la terreur (entre l'Est et l'Ouest) a catapulté au-devant de la scène, les conditions des individus, leurs besoins, et leurs aspirations au sein des États et à l'échelle internationale. La fin de la guerre froide est aussi, dans une grande mesure, la fin de l'intérêt porté à la « hard security » et aux conflits armés entre les États et leur substitution par la « soft security » à une échelle intra et interétatiques<sup>52</sup> et aussi avec l'« État » islamique à la « meso security » (faisant usage des deux types de sécurité, et présentant de nouveaux défis à la communauté internationale).

En ce qui concerne la sécurité humaine, les analystes s'accordent à dire que le rapport du PNUD de 1994 est la consécration explicite de la notion de sécurité humaine avec ses quatre caractéristiques fondamentales, à savoir : l'universalité de la sécurité humaine touchant autant les pays en développement que les pays riches ; l'interdépendance de ses composantes ; la prévention des conflits ; la centralité de l'individu.

Sur le plan disciplinaire, la sécurité humaine fait référence à trois dimensions qui furent longtemps séparées à savoir *le développement, les études sur la paix et les études sur la sécurité*. Dans cette veine, les menaces sont aussi bien internes qu'externes, diverses, multidimensionnelles et transnationales, mais surtout humaines.

Deux composantes nodales sortent de la définition de la sécurité humaine (SH) : « émancipation de la peur » et « émancipation du besoin ». La première renvoie à la justice sociale et à l'équité, alors que la deuxième se réfère à la notion de développement durable.

## 1. De la sécurité humaine à la réalisation humaine : rappel

Depuis la fin du second conflit mondial, quatre grandes tendances<sup>53</sup>, en matière de développement, se sont succédé, parfois de façon antagoniste :

52 En effet, quelques années avant la chute du mur de Berlin qui s'est avérée annonciatrice de la fin d'une période et le commencement d'une autre, le livre de Barry Buzan *People, States and Fears* de 1984, a élargi la notion de sécurité en lui adjoignant des domaines relevant de l'économie, de l'environnement et de la société. On parlait alors de sécurité sociale.

53 Grefft-Alami. (2006) Comprendre le développement humain. Maroc : ministère du Développement social.

1/ Au cours des années 1950 et 1960, l'accent a été mis sur l'amoncellement du capital physique et financier, sur le développement des infrastructures et l'exploitation des ressources naturelles. La croissance économique était censée générer et diffuser le progrès social. Que ce soit le modèle des industries industrialisantes ou le développement par le commerce. Une même conviction est que les conditions économiques sont « la » solution, le reste suivra comme par enchantement.

2/ Les limites du modèle de développement précédent a poussé à la révision du paradigme économiciste ; c'est dans ce sens que, dans les années 70, la nécessité est apparue d'investir dans « le capital humain », notamment au moyen des politiques d'éducation et de santé. Le facteur humain (facteur travail) étant de plus en plus considéré comme un élément fondamental et indispensable aux gains de « productivité » à côté des progrès scientifiques et technologiques.

3/ Au cours des années 1980, les efforts ont porté sur la stabilisation macroéconomique et les réformes économiques structurelles, même s'il apparaissait nécessaire d'atténuer les coûts sociaux de l'ajustement et des réformes par des mesures sociales d'accompagnement. La priorité a été de nouveau accordée à l'équilibre macro-économique, la prééminence du développement économique étant soulignée en tant que préalable à la redistribution. Les chocs pétroliers des années 1970, les tendances inflationnistes, les crises économiques monétaires et financières successives, ainsi que la crise de surendettement de beaucoup de pays en développement ont conduit aux programmes d'ajustement structurels (PAS) sous la houlette du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale.

4/ Enfin, dans les années 1990, un accent tout à fait nouveau a été mis sur l'importance de la démocratie et de l'État de droit. Les mots d'ordre ont, dès lors, porté sur la garantie des droits humains fondamentaux, sur les libertés politiques et civiles, sur l'équité à l'intérieur des générations (lutte contre la pauvreté, les inégalités et l'exclusion) et entre les générations (développement durable), sur l'équité entre les genres, sur le respect de l'environnement, sur la bonne gouvernance et sur la sécurité humaine.

Aujourd'hui, et suite au « printemps » arabe, et au-delà de la satisfaction des besoins fondamentaux, passage obligé à toute sécurité à tout développement de l'individu comme de la communauté humaine, il y a lieu d'explorer les voies de la réalisation de l'être humain.

## 2. La réalisation humaine

La réalisation humaine part du postulat que le bien-être humain est la seule et vraie finalité ou devrait être celle de toute politique de développement. Les autres considérations n'ont trait qu'aux moyens de parvenir à cet objectif. Elle s'inscrit dans une dimension plus large que celle de la sécurité et de la simple croissance économique, en lui intégrant justice sociale, durabilité et contrôle des personnes sur leur propre destinée. Elle allie étroitement et prioritairement logique quantitative de croissance économique à celle de bien-être social.

Ce projet de réalisation humaine (RH) participe à l'éclatement du paradigme sécuritaire pour viser l'exploration des potentialités incarnées dans tout un chacun.

Ainsi, au-delà de la sécurité aussi humaine soit-elle, la réalisation de l'individu passe par l'éclatement du paradigme éducationnel, mais aussi pédagogique et institutionnel.

La tendance lourde, aujourd'hui exprimée, on ne peut plus clairement, par les manifestants du printemps arabe, révèle un besoin de se réaliser par, notamment, la participation à la gestion et à la destinée de ces pays. La réalisation humaine est un passage incontournable pour donner sens à la vie. Les marins disent qu'*il n'y a pas de vent favorable à celui qui ne sait pas où aller.*

## 3. Au centre de la réalisation humaine : il y a une certaine idée de l'humanisme

En effet, la mise en œuvre durable des prouesses de changement dans la région passe par l'intériorisation systématique d'un humanisme holistique et total des acquis de l'humanité. Au-delà de la SH, il y a cette dimension humaniste qui doit être de nouveau explorée.

Ce n'est pas un hasard, que lors de chaque éclatement du paradigme, nous assistons à un retour à l'humanisme. Un rappel des grands moments de cet humanisme dans l'histoire contemporaine s'avère d'un grand enseignement.

Au sortir de la seconde guerre mondiale, en 1949 une grande rencontre fut organisée à Genève réunissant une pléiade de penseurs et philosophes (René Grousset, Karl Beth, Paul Masson-Oursel, Maxime Leroy, Henri Lefebvre, J.B.S Haldane, Karl Jaspers...) pour parler de ce nouvel humanisme. Ce qui a d'ailleurs donné lieu à un ouvrage de référence du même nom *Pour un nouvel humanisme*. L'un des grands messages de cette rencontre

de Genève est que : « l'humanisme a, dès lors, créé en esprit l'homme universel, l'homme planétaire que jusqu'à nos jours la misérable politique de taupinière des Grandes Puissance n'a jamais su faire dans la réalité » .

Dans cette même rencontre, et on voit ici l'actualité de cette réflexion d'Henri Lefebvre : « Aliénation de l'homme où les possibilités illimitées se manifestent ( ...) les masses se mettent en mouvement parce qu'elles réclament le bonheur et la réalisation de ces possibilités »

En décembre 1951, l'UNESCO fait sienne l'idée d'un nouvel humanisme ou plus exactement d'un humanisme qualifié de holistique lors d'une grande rencontre à New Delhi, sous le thème « Entretien sur les relations culturelles et philosophiques de l'Orient et de l'Occident ». L'une des conclusions de cette rencontre est qu'on assiste à un « égarement de l'intelligence qui a perdu son âme » et d'une « crise de l'humanisme ».

En 2010 (plus exactement, le 13 décembre 2010), à l'occasion de la table ronde sur l'Humanisme, Journée du personnel, le Discours de la Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova, rappelle que :

*« l'idée humaniste est une vieille idée, et lorsque j'ai proposé le concept de "Nouvel Humanisme", je l'ai fait avec un sentiment de grande modestie, en sachant bien qu'il ne s'agit pas d'une idée neuve, il s'agit cependant d'une idée très actuelle. Nous devons aujourd'hui relancer l'idéal humaniste, remettre l'humain au cœur des actions de la communauté internationale, pour le développement et la paix ».*

En mars 2011, l'UNESCO a réuni à New York son « Panel de haut niveau sur la paix et le dialogue entre les cultures ». Ce Panel (constitué d'une vingtaine de personnalités représentant tous les continents) a affirmé que « l'engagement d'une réflexion nouvelle sur la paix et la réconciliation allait de pair avec la quête d'un nouvel humanisme pour le XXI<sup>e</sup> siècle ». La Directrice générale de l'UNESCO avance dans ce Panel que : « Au-delà de la théorie, les valeurs humanistes doivent surtout se traduire en pratique, dans tous les domaines de l'activité humaine » (Courrier de l'Unesco- octobre-décembre 2011, p.5).

#### **4. L'humanisme du présent arabe : quelques principes directeurs de l'action**

- L'humanisme en question ici est un humanisme militant cristallisant la dignité humaine.
- Un humanisme en phase avec les acquis de l'humanité à l'échelle globale.

- Un humanisme dépassant la dichotomie « morale axée sur Dieu et religion fondée sur l'homme ».
- Un humanisme de masse donnant sens à la participation politique.
- Un humanisme donnant sens à la citoyenneté planétaire.

En fait, trois pistes cognitives et d'actions sont à explorer :

1/ Les aspirations s'universalisent (dignité, liberté, responsabilité, participation...), de ce fait, les approches de la bonne gouvernance et surtout de la gouvernance démocratique doivent suivre cette lourde tendance et « ce sens de l'histoire<sup>54</sup> ». Ce champ, en dépit de tout ce qui a été produit, reste encore un domaine à approfondir ;

2/ Le monde se globalise ainsi que bon nombre de problématiques (environnement, énergies, catastrophes, sentiment d'appartenance...) deviennent transnationales. Aujourd'hui, il y a lieu d'approfondir la « *mondiologie* » une science du monde en herbe qui progressivement doit se substituer à la sociologie-science des sociétés et héritage d'un passé révolu.

3/ Les standards s'uniformisent en l'absence de gouvernance globalisée. Les institutions surtout le Conseil de sécurité (dans sa composition actuelle et figée), qui sont supposées assurer ce rôle sont en porte-à-faux par rapport à une dynamique qui les dépasse. Il est urgent de jeter les bases d'une instance internationale crédible pour gérer les limites de la souveraineté nationale lorsque les citoyens sont victimes de leurs gouvernants, mais aussi pour réparer équitablement des conflits entre pays inégalement dotés. Ici, il y a lieu de revoir nombre de notions telles que sujets, droits, libertés, responsabilité, justice, identité, participation. Une gouvernance globalisée à même de couper avec le diktat de l'économisme et du totalitarisme du marché pour renouer avec l'économie en tant que science sociale au service de l'homme et non l'inverse, comme c'est le cas aujourd'hui.

---

54 Florensa, Senén. (19 et 20 septembre 2014). Bilan des initiatives régionales. In *X<sup>e</sup> Conférence de la Commission Méditerranée* sous le thème : « Gouvernance, composante essentielle de la croissance économique et l'équilibre social », Rabat (Maroc) : Ligue Européenne de Coopération Economique –LECE- et GERM.

**En guise de conclusion**

---

Au terme de cet essai, il était question de montrer que pour démêler l'écheveau de l'ambiguïté, de l'instabilité, de la polarisation, de la fragmentation et de l'expansion de certaines tendances extrémistes et violentes, dans bon nombre de pays MENA, il est indispensable de mettre en exergue les facteurs structurants, qui constituent la texture permissive de l'exacerbation de ces problématiques. Il s'agit précisément de la persistance du conflit israélo-palestinien, qui attise les problèmes régionaux et doit être pris à bras-le-corps par la Communauté internationale. La manière avec laquelle, ce conflit est traité jusqu'à aujourd'hui, ne peut que renforcer l'instabilité de la région et au-delà.

La seconde composante explicative de l'instabilité de la région MENA n'est autre que le grand écart entre les aspirations d'une population aux changements et à un mieux-être et des régimes relevant d'une époque révolue. Les difficultés d'entrer dans la modernité, dans un monde qui se globalise (en multipliant les réseaux sociaux et en intensifiant la circulation de l'information et de la communication), pose au grand jour, l'urgence des réformes de bonne et démocratique gouvernance dans ces pays.

Enfin, l'intérêt international porté à la région s'explique aussi par la présence des richesses hydrocarbures lesquelles, *in fine*, ne profitent que marginalement aux larges populations de la région. La mauvaise distribution de la richesse générée par cette manne céleste attise les mécontentements populaires et accentue la polarisation sociale.

Ces trois composantes (crise de la modernité, pérennisation du conflit israélo-palestinien, fruit d'une richesse pétrolière inégalement répartie parmi la population) ensemble et/ou prises individuellement, ou selon les contextes et les moments, interagissent, s'entremêlent pour être des étincelles mettant aisément le feu aux poudres ! Sans une vision holistique, mettant devant leur responsabilité, à la fois les acteurs internes et externes, la situation en s'empirant aura un champ de « rayonnement » dépassant, et de loin, la région MENA à proprement parler. Ce qui déjà se cristallise par le déferlement de ces vagues de migrants et de ces attentats terroristes.

Là, une question devrait être légitimement, soulevée : que peut l'UE à l'égard de ces changements en cours ? Sept postulats du partenariat euro-méditerranéen sont à reconsidérer :

### **1. La stabilité sans la démocratie est un leurre**

Autant, au temps de la guerre froide, pouvait-on aisément comprendre le soutien des

dictatures pour des raisons doctrinales et idéologiques, autant, ce soutien devient-il une curiosité de l'histoire aujourd'hui, tant l'air du temps est pour le respect des droits et de la dignité de la personne humaine. La globalisation, en dépit de ses tares (notamment le diktat du capital financier international), tend à uniformiser les aspirations et les attentes des peuples du globe.

Il est temps que cesse le soutien aux régimes réfractaires à cette tendance lourde de l'histoire, sous prétexte qu'ils sont le rempart contre les mouvements fondamentalistes et terroristes, (davantage inventés que réels) et de sacrifier certaines valeurs fondamentales sur l'autel des mobiles sécuritaires.

### **2. Le partenariat euro-méditerranéen sans la coopération sud-sud restera bancal**

La stabilité et la prospérité de la région euro-méditerranéenne passe nécessairement par un double processus, vertical (entre l'Union Européenne et les pays partenaires) et horizontal (entre les pays partenaires eux-mêmes).

Seule cette double synergie est à même de réunir les conditions d'un développement durable. L'étroitesse du marché des pays partenaires, frein à tout effort réel d'investissement extérieur, passe nécessairement par cette coopération sud-sud et par la résolution des conflits qui rongent la région.

### **3. Le partenariat réel sans circulation des personnes est une facétie**

Un partenariat plombé par une impossibilité de mouvement des personnes au profit des capitaux et des marchandises est forcément une farce qui jette un cinglant démenti à la crédibilité de ce partenariat.

Autant, est-il hors de question d'ouvrir, inconditionnellement, les frontières de l'espace de l'UE à tous les ressortissants des pays partenaires, autant, est-il incompréhensible de rester hermétique à des propositions qui atténuent l'impact de cette fermeture. Il est aujourd'hui des propositions dignes d'être suivies avec bonheur, telles que la migration circulaire, le regroupement familial, la facilitation d'octrois de visas pour certaines catégories de personnes (étudiants, hommes d'affaires, etc.). Il est temps que l'UE cesse d'être perçue/vécue par le Sud comme une forteresse et que les pays européens continuent d'agir de façon dispersée à l'égard d'une question d'une telle sensibilité.

### **4. Le partenariat sans conditionnalité démocratique est complaisance abyssale**

Les signataires de la Déclaration de Barcelone se sont explicitement mis d'accord sur le respect d'un certain nombre de principes et de comportements. Il est nécessaire, sinon urgent, que ces principes et valeurs soient mis en œuvre.

Il est hors de question de faire la confusion entre conditionnalité et ingérence dans les affaires intérieures d'un pays. Ce dont il est question est une conditionnalité positive et démocratique au service des peuples et non des régimes.

### **5. Le partenariat priorisant la coopération technico-économique ne tiendra pas la route**

Pour dépasser les problèmes politiques qui rongent la région, l'Union pour la Méditerranée a voulu reproduire l'expérience de coopération européenne au lendemain de la seconde guerre mondiale (CECA). Cette expérience, concluante pour l'Europe de l'après-guerre, se basait sur deux leviers fondamentaux : des régimes démocratiques aspirant à tourner une (des) page(s) sombre(s) de l'histoire européenne et des institutions garantes de ce dessein prémonitoire.

Il est nécessaire de se rendre à l'évidence, que sur la rive sud de la Méditerranée, les autocrates déterminent les institutions et non l'inverse. De ce fait, l'action menée sur le plan des projets technico-économiques, fussent-ils nécessaires, devrait être menée parallèlement à des actions de renforcement démocratique.

### **6. Un partenariat sans une participation stratégique de la société civile restera fragile**

L'une des grandes nouveautés du Processus de Barcelone est d'avoir mis en avant l'importance de la société civile dans le renforcement du PEM. Cependant, jusqu'à présent, cet effort est resté en deçà des aspirations des acteurs sociaux.

Le dynamisme et la maturité dont a fait preuve la société civile arabe ces derniers temps devraient être accompagnés d'un soutien autrement plus substantiel de la part de l'UE. La société civile est devenue un partenaire incontournable au même titre que les institutions étatiques des pays partenaires.

### **7. Un partenariat entretenant l'islamophobie est une entrave à tout dialogue serein**

Les ravages qu'occasionne « l'État Islamique » en Irak et dans les pays du Levant, ne doivent pas déboucher vers l'amalgame entre le terrorisme et l'islam. Celui-ci est davantage, à l'instar des deux autres religions monothéistes, une idéologie de rapprochement et d'amour du prochain qu'une doctrine d'exclusion et d'élimination de l'Autre.

Le printemps arabe, expression de l'existence et de la vivacité de l'opinion publique arabe, a montré, sans ambages, que la composante religieuse est l'un des constitutifs majeurs de la culture arabe, mais sans aucune prégnance à l'omniscience et à l'omnipotence.

L'islam est à la fois pluriel et compatible avec la gouvernance démocratique. Il est temps de se défaire d'une vision manichéenne de la religion qui crée des fossés aussi inutiles que préjudiciables à un véritable dialogue porteur entre peuples de confessions différentes.

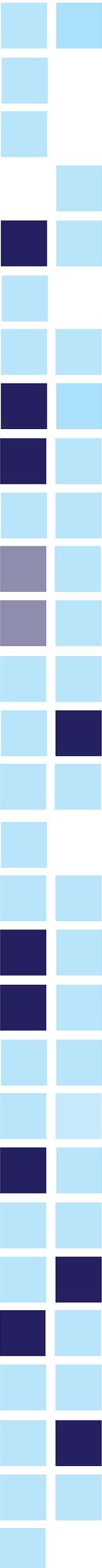
Les nouveaux mouvements sociaux arabes de ces quatre dernières années ont mis en exergue l'importance de l'acteur arabe « lambda » dans ses aspirations à vivre dignement dans un monde du XXI<sup>e</sup> siècle.

## Bibliographie sélective

---

- Ammor, Fouad M.** (1988). *Le Maroc dans l'économie mondiale*. Casablanca : Editions Tobqal.
- Aoun, Elena.** (13 décembre 2013). L'Union Européenne et le conflit israélo-palestinien. Entretien recueilli par Mélodie le Hay : <http://www.lesclesdumoyenorient.com/Le-Sommet-ASPA-la-concretisation.htm>
- Burgat, François.** (4 octobre 2006). Aix en Provence : CNRS IREMAM. [http://www.algeria-watch.org/pdf/pdf\\_fr/burgat\\_ue.pdf](http://www.algeria-watch.org/pdf/pdf_fr/burgat_ue.pdf)
- Clément Noguier, Sophia et autres.** (avril 2003). Stratégies régionales américaines : révolution stratégique après le 11 septembre ? Institut d'expertise et de prospective de l'ENS avec la collaboration de l'équipe du centre de géostratégie de l'ENS,
- Corm, Georges.** (2003). *Le Proche-Orient éclaté 1956-2003*. (Folio histoire). Paris 2003 : Gallimard.
- Coville, Thierry.** Des économies du Moyen-Orient marquées par la malédiction de la rente pétrolière : [http://www.strategicsinternational.com/7\\_article5.pdf](http://www.strategicsinternational.com/7_article5.pdf).
- Daguzan, Jean-François.** (30 juillet 2012). L'hiver après le printemps ? La transformation arabe entre radicalisme et modernité. In *Note n° 7/12*. Fondation pour la Recherche Stratégique.
- Delmas, Gervaise.** (janvier 2009). La course à l'armement au Moyen-Orient. In *Survol Stratégique*.
- Dot-Pouillard, Nicolas.** (2009). Le monde arabe et la question palestinienne : appareils étatiques, figures activistes transnationales et « Street Politics ». In *Histoire, réalités et perspectives*. Dijon/France. Page 9 de : [http://hal.archives-ouvertes.fr/docs/00/65/42/34/PDF/Nicolas\\_Dot\\_Pouillard\\_article\\_Dijon\\_Colloque.pdf](http://hal.archives-ouvertes.fr/docs/00/65/42/34/PDF/Nicolas_Dot_Pouillard_article_Dijon_Colloque.pdf)
- Fiorina, Jean-François.** (7 juin 2012). Monde arabe : la révolution, et après ? *CLES-Comprendre les Enjeux stratégiques-Note hebdomadaire n° 71*-[www.grenoble-em.com](http://www.grenoble-em.com).
- Florensa, Senén,** (2011). Présentation. In *Annuaire IEMed de la Méditerranée*. Barcelone. [www.iemed.org](http://www.iemed.org).
- Foundation for Middle East Peace.** *Settlements Information, Statistiques*. [http://www.fmep.org/settlement\\_info/statistics.html](http://www.fmep.org/settlement_info/statistics.html) (accès en juin 2006).
- Frisk, Robert.** (2005). *La grande guerre pour la civilisation, l'Occident à la conquête du Moyen-Orient, 1979-2004*. La Découverte.
- Greff-Alami, Abdeljalil.** (2006). Comprendre le développement humain. Maroc : ministère du Développement social.
- Inbar, Efraim.** (2011). Les négociations pour la paix et la politique intérieure israélienne. In *Annuaire IEMed de la Méditerranée*. Barcelone : IEMed.
- Khader, Bishara.** (mars 2012). La Libye : Histoire d'une révolution ratée 1969-2011. In *Revue Marocaine des Sciences Politiques et Sociales*. (Volume IV).

- Noël, Pierre.** (octobre 2003). La stratégie américaine de sécurité et le pétrole du Moyen-Orient. In *Working Paper 10/03/1*. Ifri.
- Pappé, Ilan.** (2003). The square circle: The Struggle for Survival of Traditional Zionism. In *The Challenge of Post-Zionism: Alternatives to the Israeli Fundamentalist Politics*. (Zed Books). Londres : E. Nimni.
- Poppi Daniela, Nathalie Tocci et Karam Karam.** (octobre 2006). Politiques intérieures et conflit dans le cas d'Israël, de la Palestine et du Liban. In *EuroMeSCO Paper n° 53*.
- Rodinson, Maxime.** (1993). *L'islam, politique et croyance*. Paris : Fayard.
- Rouleau, Eric.** (décembre 1992). In *le Monde diplomatique* : <http://www.monde-diplomatique.fr/1992/12/ROULEAU/44875>
- Stockholm International Peace Research Institute.** (2008). Armaments, Disarmament and International Security. In *Sipri Yearbook 2008*. London : Oxford University Press.
- Sur « les médias comme champ de bataille » ou « le champ de bataille des médias » : <http://www.ahewar.org/debat/show.art.asp?aid=58716>
- The National Security of the United States of America** (septembre 2002). Washington, D.C : Maison-Blanche.



## IEMed.

L'Institut européen de la Méditerranée (IEMed), fondé en 1989, est un consortium auquel participent le Gouvernement de la Catalogne, le ministère espagnol des Affaires étrangères et de la Coopération et la Mairie de Barcelone. Il incorpore la société civile à travers son Haut Comité et son Conseil d'Orientation dont sont membres des universités, des entreprises, des organismes et des personnalités méditerranéennes de grand prestige.

Conformément aux principes du Processus de Barcelone du Partenariat euroméditerranéen et, actuellement, aux objectifs de l'Union pour la Méditerranée, l'IEMed a pour but d'accueillir des actions et des projets contribuant à la compréhension mutuelle, à l'échange et à la coopération entre les différents pays méditerranéens, leurs sociétés et leurs cultures. Il vise aussi la promotion de la construction progressive d'un espace de paix et de stabilité, de prospérité partagée et de dialogue entre les cultures et les civilisations dans le bassin méditerranéen.

L'Institut, dans son rôle de *think tank* fondé sur la multidisciplinarité et une approche en réseaux et spécialisé dans les relations méditerranéennes, encourage l'analyse, la compréhension ainsi que la coopération entre les pays de l'espace méditerranéen. Pour ce faire, il participe à des projets de recherche, organise des séminaires, des débats ainsi que des conférences et se charge de l'édition de toutes sortes de publications, outre son vaste programme culturel.

## EuroMeSCo

Composé de 100 instituts établis dans 32 pays européens et méditerranéens, le réseau EuroMeSCo (Commission d'études euro-méditerranéennes) a été créé en 1996 dans le but de renforcer de façon conjointe et coordonnée la recherche et le débat sur la politique et la sécurité en Méditerranée, deux aspects jugés essentiels pour la réalisation des objectifs du Partenariat euro-méditerranéen.

EuroMeSCo, creuset d'experts compétents en matière d'analyse, aspire à être un forum majeur d'étude des affaires euro-méditerranéennes. Le réseau vise plusieurs objectifs : devenir un instrument facilitant les échanges, les initiatives conjointes et les activités de recherche de ses membres, consolider son influence sur l'élaboration des politiques et l'action politique euro-méditerranéenne, et diffuser les activités de recherche de ses instituts auprès des spécialistes des relations euro-méditerranéennes, des gouvernements et des organisations internationales.

Le plan de travail d'EuroMeSCo comprend un programme de recherche doté de trois séries de publications (EuroMeSCo Papers, EuroMeSCo Briefs et EuroMeSCo Reports), ainsi que toute une série de séminaires et d'ateliers portant sur l'évolution des dynamiques politiques de la région méditerranéenne. Il inclut également l'organisation d'une conférence annuelle et le développement de ressources Internet destinées à diffuser les travaux de ses instituts et à stimuler le débat sur les affaires euro-méditerranéennes.